

# 10<sup>ème</sup> Rencontre de Cybèle

Marseille, 20 mai 2019

## Conclusions de la Rencontre

Les débats de ces rencontres ont été articulés autour de deux thématiques, celle de l'émancipation du facteur humain, d'une part, et celle du renforcement du contenu démocratique et de l'appropriation citoyenne, d'autre part.

En effet, dans un monde de plus en plus instable, traversé par des compétitions économiques et étatiques féroces, génératrices d'inégalités croissantes, la Méditerranée apparaît comme fragilisée à plus d'un titre.

En premier lieu, parce que depuis le sursaut démocratique arabe de 2011, les logiques d'ordre et d'hégémonie ont pris le pas sur la valorisation de l'initiative citoyenne et le respect mutuel, entraînant le repli des opinions publiques sur le refuge de l'Etat-nation, perçu comme protecteur et identitaire. En second lieu, parce que la perte d'identité et la perte de sens au travail engendrées par les inégalités a entraîné, dans les opinions publiques des deux rives, une vision très négative de la région, une méconnaissance de l'autre et des conflits sociétaux nourris par une vision sublimée (et souvent superficielle) de la culture (et de la religion) d'origine.

Aussi est-il rapidement apparu des débats que la priorité de la relance de la coopération euro-méditerranéenne serait de renforcer la participation de la société civile non seulement à la définition des objectifs de cette coopération revisitée, mais aussi à l'utilisation des moyens consacrés afin d'assurer l'appropriation, par le plus grand nombre, de la coopération régionale en Méditerranée.

\*\_\*\_\*\_\*

**La première session** s'est attachée à relever les moyens de dépasser les blocages culturels et sociaux qui s'opposent au respect et à la compréhension de l'autre en Méditerranée, préemptant ainsi l'accord sur une vision commune des enjeux méditerranéens et des solutions à y apporter.

A cet égard, les intervenants se sont accordés sur la priorité à donner à la réparation des situations de marginalisation des jeunes (que ce soit pour des raisons culturelles

ou géographiques) ; en effet, ces mises à l'écart sont porteuses de radicalisations (politiques ou religieuses) portant atteinte au « vouloir vivre ensemble » et à la capacité à affronter les enjeux régionaux en Méditerranée sur la base d'une vision partagée. Pour ce faire, la session a retenu deux solutions principales et plusieurs leviers.

Compte tenu du faible taux d'employabilité des jeunes et des effets de la démographie sur les prévisions de chômage au Sud (soit plus de 80 millions de jeunes chômeurs en 2030 si le système éducatif reste inchangé), la première des solutions à mobiliser est celle de l'éducation et de l'accompagnement vers l'emploi, en priorité au bénéfice des jeunes en déscolarisation ou en sous-éducation. Les intervenants recommandent le développement de mécanismes de rattrapage éducatif et de réinsertion sociale de type « MedNC » (ayant déjà atteint des résultats très concrets dans plusieurs pays partenaires méditerranéens<sup>1</sup>) et le renforcement des programmes de formation professionnelle de cycle court, développant à la fois l'émancipation des jeunes et leur insertion sociale. De telles solutions sont particulièrement souhaitables pour favoriser l'accès à l'emploi dans les régions rurales enclavées ou très périphériques des pays du Maghreb, par exemple.

La seconde solution est celle de la mobilité, compte tenu de ce que la méconnaissance de l'autre se renforce dans des situations d'isolement physique et ou psychologique ; dans ce contexte, il convient également de prendre en compte que les jeunes du Sud ne disposent pas de la même aptitude à la mobilité que leurs homologues du Nord : outre les barrières physiques que constituent les frontières en Méditerranée (tant sur l'axe Sud-Nord que entre pays du Sud), des facteurs tels que les barrières culturelles, les sentiments d'ostracisation et de sous-estime de soi constituent également de puissants freins à l'accès au projet de mobilité.

C'est pourquoi les intervenants à la première session ont plaidé pour une plus grande mobilité des savoirs par le développement de programmes de formation binationaux

---

<sup>1</sup> Le projet « Med-Nouvelle Chance » porte, depuis 2015, l'objectif de transposer dans les pays du Sud de la Méditerranée les acquis des réseaux français et européens des Ecoles de la Deuxième Chance (« E2C »). Opérationnel au Maroc et au Liban grâce au concours d'institutions privées, il s'adresse aux jeunes en situation de « dropouts » et atteint dans ces pays un taux de sortie positive (accès à l'emploi ou à une formation en fin des deux années de rescolarisation) de 80% au Maroc et de 98% au Liban. Le réseau Med-NC complète ces premiers résultats par une coopération internationale pour la formation des éducateurs, l'échange de bonnes pratiques et l'ouverture d'établissements similaires dans d'autres pays tels la Tunisie, l'Egypte et l'Algérie.

faisant appel à des matières et des enseignants de plusieurs pays méditerranéens et appuyées par des échanges et des stages de formation d'un pays à l'autre, des visites de jumelages, etc. Les intervenants recommandent à cet égard de s'inspirer des résultats de l'OFAJ et de ses équivalents en Europe et dans les Balkans occidentaux pour mettre en œuvre un « Office Maghreb-Europe de la Jeunesse », voir la constitution d'un Parlement des Jeunes euroméditerranéens.

Au nombre des leviers, la session a également identifié le recours accru aux « multiplicateurs de changement » que sont le développement des réseaux euroméditerranéens de jeunes talents<sup>2</sup> capables d'agir en Business Angels sociaux et, d'autre part, le renforcement de l'accès des jeunes aux outils numériques ; dans cet esprit, il s'agit non seulement de renforcer l'accès à la formation (dont l'ouverture culturelle) et à l'équipement matériel, mais aussi de favoriser le développement de la littérature numérique par une action concertée des gouvernements et des milieux universitaires afin de faciliter la mobilité des savoirs et la mixité culturelle en Méditerranée.

Ces propositions ont retenu l'attention de l'ensemble des participants à la 10ème Rencontre de Cybèle et ont fait, en conséquence, l'objet d'une proposition à la Délégation interministérielle à la Méditerranée en vue de figurer parmi les recommandations à l'attention du Sommet des deux Rives du 24 juin 2019 (voir annexe ci-après).

\*\_\*\_\*\_\*

**La seconde session** a traité de la possibilité, pour la société civile, de participer à la réalisation de la coopération euroméditerranéenne afin de permettre ou de renforcer l'appropriation des objectifs et moyens d'action de l'action régionale en Méditerranée.

Dans ce cadre, les intervenants ont principalement évoqué les barrières et les constructions culturelles qui s'opposent à la constitution d'une lecture commune de l'Histoire méditerranéenne, voire écartent la société civile d'une participation ou d'un contrôle de la mise en œuvre de projets la concernant directement.

---

<sup>2</sup> du type de l'Association ATLAS « Algerian Talents and Leaders Association ».

Partant du constat que, pour beaucoup de pays du Sud, le concept de citoyenneté n'est pas compris dans un sens qui alloue au citoyen un droit de regard sur l'action publique et que, d'autre part, le primat de l'objectif sécuritaire dans les relations euroméditerranéennes a affaibli les exigences démocratiques des pays européens envers leurs partenaires du Sud, les participants ont plaidé pour que l'évolution du partenariat euroméditerranéen fasse une plus grande place à la notion de citoyenneté et aux exigences de transparence et de démocratie dans la conduite de l'action publique ; le développement de l'e-gouvernance et de l'accès des citoyens aux technologies numériques sont à cet égard, porteurs d'une plus grande démocratisation et d'un exercice plus direct de l'appropriation citoyenne de l'action publique.

Parallèlement, les intervenants ont fait ressortir que si la coopération universitaire s'est considérablement développée entre les deux rives de la Méditerranée ces quinze dernières années, les résultats de cette coopération ne sont à la hauteur ni des espoirs suscités, ni des enjeux culturels : trop d'initiatives disparates, pas assez de moyens pérennes, pas assez de coopération Sud-Sud reflètent la dimension politique de la coopération culturelle pour de nombreux Etats sensibles aux mouvements populistes, à l'obsession sécuritaire ou aux accents identitaires. De telles situations empêchent de définir des objectifs de long terme en matière culturelle, de valoriser l'acquit d'une histoire commune, de permettre l'accès du plus grand nombre à la conscience d'un avenir commun.

Dans cet esprit, les participants ont souhaité que soit mieux valorisée une culture commune vieille de plusieurs millénaires. Deux leviers paraissent pertinents : d'une part, la mise en œuvre d'une politique muséale concertée entre pays du Sud et du Nord afin de valoriser les principaux sites emblématiques des liens et des valeurs unissant les deux rives ; cette politique des sites devrait être inscrite dans les objectifs des politiques de mobilité intra-méditerranéenne notamment sous l'angle des coopérations universitaires et du développement du tourisme qualitatif. Cette recommandation a également été transmise pour considération par les participants au Sommet des deux Rives (voir annexe ci-après).

Les intervenants ont également retenu l'idée d'une plateforme numérique destinée à favoriser la rencontre d'éditeurs des pays méditerranéens en vue de soutenir les projets de coéditions et de traductions d'ouvrages des auteurs des deux rives.

Dans le domaine économique, enfin, la session s'est accordée sur la nécessité de tenter de redonner au facteur humain la place centrale qu'il a perdu en tant que consommateur, ce qui est dommageable à de nombreux titres : instauration d'une économie de la concurrence en lieu et place des impératifs humains de proximité et de coopération ; pression sur l'environnement par la multiplication et la délocalisation des étapes de production ; instauration d'une « boulimie alimentaire », source de nombreux dérèglements de santé publique et de la montée des coûts sociaux, etc.

Il serait donc souhaitable de favoriser la mise en place de politiques publiques de gestion des repas collectifs (et notamment les modalités de passation de marchés publics) en utilisant les instruments numériques pour favoriser les circuits courts d'approvisionnement et de consommation ; relocaliser les lieux de préparation à proximité des lieux de consommation ; sécuriser les relations entre les fournisseurs, les donneurs d'ordre et les consommateurs par l'instauration de blockchains locales ; gérer les invendus par des redistributions aux moins favorisés, etc.

\*\_\*\_\*\_\*

La 10ème Rencontre de Cybèle a donc été l'occasion de formuler de nombreuses suggestions et recommandations valorisant la participation de la société civile à la mise en œuvre des objectifs de la coopération euro-méditerranéenne, ou à l'enrichissement de la réalisation d'objectifs parfois trop confiés à des acteurs publics au détriment des acteurs de terrain.

Cette démarche s'inscrit dans la philosophie du Sommet des deux Rives, dont l'ambition est, selon le mot de l'ambassadeur Pierre Duquesne<sup>3</sup>, d'effectuer « un renouvellement total de la méthodologie des Sommets en associant étroitement la société civile à la préparation de conclusions de portée transfrontalière ».

Pour autant, faudrait-il encore que le Sommet, inspiré des recommandations de la société civile puisse avoir un effet tangible sur la relance de la coopération euro-méditerranéenne. Or, force est de constater, depuis 2011, qu'aucune offre de l'Union européenne à son voisinage du Sud n'a su emporter l'appropriation des opinions

---

<sup>3</sup> Délégué interministériel français à la Méditerranée, en charge de la préparation du Sommet des deux Rives. L'Ambassadeur Duquesne a donné une conférence dans le cadre des Entretiens de l'Association Euromed IHEDN à Marseille et Paris les 5 et 6 février 2019.

publiques au Sud comme au Nord, ni peser efficacement sur la montée des conflictualités dans la région. C'est qu'en effet, cette conflictualité généralisée paralyse les gouvernements des pays européens dans leurs efforts pour faire avancer la construction européenne par des projets collectifs, dont celui d'une offre substantielle au voisinage Sud, incarnant le « vouloir vivre ensemble en Euro-Méditerranée ».

Pourtant la conflictualité généralisée sur les deux voisinages européens, les incertitudes de la politique étrangère américaine, comme les inexorables signes d'un retour à une dangereuse logique de guerre en Méditerranée orientale et dans le Golfe Persique plaident pour que l'Union endosse une responsabilité stabilisatrice dans cette partie du monde où ses intérêts économiques, politiques et humains sont directement concernés.

Retrouver la capacité à définir une politique européenne de voisinage c'est, pour les gouvernants des Etats membres de l'Union, passer d'une vision de court terme au long terme et de l'agenda sécuritaire à une offre partenariale. Cela implique également que les partis de gouvernement en Europe s'opposent durablement aux mouvements populistes, combattent l'attirance pour des thèses simplistes et dénoncent le laxisme brutal ambiant qui met en cause l'acquis de 70 ans de construction multilatérale et européenne. Puissent les Chefs d'Etat et de gouvernement du Sommet des deux Rives relever ce défi et prendre les décisions partenariales que les peuples des deux rives attendent impatiemment !

Henry Marty-Gauquié

Membre du Conseil scientifique de l'Association Euromed-IHEDN